L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

Bureaux, No 73 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLÉANS.

VENDREDI 25 OCTOBRE 1878

Aux électeurs démocrates-conservateurs de l'Etat de la Louisiane.

Parti démocrate-conservateur d'Etat.

Nlle-Orléans, 3 octobre 1878.

Ne voulant pas troubler le morne silence qui a accompagné le décès fatal qui sévit dans une grande partie de la contrée, le comité a évité jusqu'à présent de hâter l'agitation d'une campagne active dans les sections si douloureusement affligées. La fin prochaine de l'époque, le terme de l'enregistrement et l'approche des élections nous rappellent impérieusement nécessité de pousser les opérations de l'enregistrement de manière à assurer le vote entier des ceux qui désirent une administration fidèle et économique de nos affaires.

L'inauguration d'un bon gouvernement date avec succès pendant les deux années de l'administration démocratique, comme déjà une réduction de plus de trois millions de piastres dans les dépenses annuelles des gouvernements d'Etat, de paroisse et de ville, embrassant dans les nouveaux chapitres seules du législatif, des impressions, des levées, de l'administrat et de la collection de taxes, une économie de plus de $300,000 pour l'Etat et de plus d'un million et demi pour la ville en dégrèvement ou autres bénéfices, et de moins $200,000 pour les dépenses qui conduisent des économies plus grandes encore. Ce résultat tout en excitant l'admiration ne doit être qu'un stimulant pour élire un nouveau corps législatif qui pourra et achèvera la grande œuvre de la réforme et des retranchements si heureusement commencés.

L'importance de choisir des hommes honnêtes et éprouvés ne peut être trop appréciée quand on ajoute que, sans compter d'autres importants devoirs, de l'Assemblée dépend le choix d'un sénateur des Etats-Unis, sur les efforts duquel nous devons compter en grande partie pour obtenir l'admission de notre sénateur déjà élu, et le retour à la Louisiane de ce droit de vote égal à celui des autres Etats, ses frères, dans cette branche de la Législature nationale, droit qui lui a été si longtemps et si injustement refusé par la majorité radicale dominante.

Dans la chambre basse du Congrès une délégation complète sera choisie, laquelle étant élue, devra conjointement avec les délégations de la vallée du Mississipi, représenter nos intérêts nationaux et représentera probablement une partie des arbitres de l'élection présidentielle de 1880 au cas où cette question serait laissée à la Chambre des Représentants. D'égale importance avec ces élections vient celle du Trésorier d'Etat, laquelle comprend le bureau des dépenses du gouvernement, qui demande dans son organisation de grandes altérations et changements.

Envisagée de toutes les manières, il n'y a jamais eu d'élection aussi importante que celle qui réclame aujourd'hui l'attention de notre population ni aucune dont les conséquences puissent être aussi favorables ou aussi nuisibles aux intérêts de notre Etat. Afin de faire face à la circonstance la démocratie a choisi ce que l'Etat a de mieux pour représenter le parti. Ces candidats de la démocratie sont appelés à lutter contre nos anciens ennemis qui ayant recours à des dégrèvements et subterfuges sans nombre se présentent sous la forme de "candidats indépendants."

D'autres dans un but d'avancement personnel cherchent à exploiter de fausses questions de circulation et d'améliorations publiques et en affectent d'ignorer les principes adoptés par la Convention de Baton-Rouge qui lient d'une manière irrévocable le parti Démocrate-Conservateur et ceux dont on a fait choix comme candidats, aux principes les plus libéraux de finanses, favorisant les industries du pays, recommandant un système d'amélioration publique où là où il y aurait nécessité exigeant l'appui et le secours du gouvernement fédéral.

Les artifices et prétextes de ces adversaires désespérés ne manqueront pravoir dans une communauté où l'on a si souvent eu à combattre les dessins perfides et funestes d'un ennemi caché, si fertile en expédients, mais dénué de tout principe, et qui ne pouvant plus nous tromper par des promesses qui ne se réalisent jamais, est toujours prêt à fomenter la guerre civile et le trouble parmi nous pour atteindre son but et arriver à ses fins.

Des organisations secrètes, formées dans le but de troubler la paix publique et d'atteindre au résultat désiré par la force, ne pouvant y arriver par le chaînes des votes, qui ont été forcées de cesser momentané qui existait par des promesses trompeuses d'obtenir l'appui de nos concitoyens. A tous ceux qui ont été ainsi induits en erreur nous adressons la cordiale demande, de bandonner ces mouvements sans foi et de se joindre à nous pour appuyer et conserver un gouvernement assurant à tous une égale sauvegarde, garantissant les mêmes droits à l'éducation de tous et sincèrement dévoué aux relations amicales des races sur une base de justice et de confiance mutuelle.

Ne s'arrêtant pas aux professions de mécontentement calculatrices, qui reprochent à notre administration des injustices pour la protection, à tout prix, des droits et des privilèges de chaque citoyen contre les attaques, de quelque côté qu'elles viennent, la démocratie conservatrice, composée de tous les conservateurs, se trouve forcée par un grand nombre de citoyens de couleur qui sont attirés à elle par la sagesse et la fermeté du gouvernement actuel, accomplira sa mission et remplira ses devoirs comme elle l'a fait dans le passé. Elle suivra le exemple de l'illustre soldat, du grand et pur patriote et prudence dans le cabinet et le génie sur les champs de bataille qui vain au Sud une renommée impérissable et que l'écouterait aussi plus : "le plus important des principes est, à mon avis, le maintien du parti démocrate des Etats-Unis dans toute son intégrité, car c'est à lui que nous, habitants du Sud, devons de n'être plus des parias conquis et d'être protégés par la constitution. Si nous l'empêchons de se diviser il arrira probablement le Congrès et la présidence, il rendra au gouvernement l'honnêteté et l'esprit d'économie et nous rendra la véritable interprétation du pacte fondamental, il rendra la prospérité au pays."

ALBERT VOORHIES,
président du comité central démocrate,
O. M. TENNISON,
secrétaire.

Plateforme Démocratique.

1. Que le parti démocrate-conservateur de l'Etat de Louisiane, en convention, rappelle tous les principes de la plateforme du parti démocrate qui a été adoptée par la convention de Baton-Rouge.

2. Nous engageons par la présente, notre parti à ne pas commencer de discutes les obstacles légaux émis par l'Etat de la Louisiane; ; ; ; nous ne recons à aucune énergie ; ; ; ; énergique efforts dans la réforme et d'une administration économique du gouvernement et spécialement vers l'abolition des places inutiles ; la réduction des droits et salaires ministériels au point de n'en plus

3. Que nous regardons avec un sérieux mécontentement l'indifférence et l'opposition des membres du Congrès national à un système d'amélioration intérieure, pour restaurer la prospérité des états du Sud, du Sud-Ouest, et nous exhortons nos sénateurs et représentants pour qu'ils réunissent leurs efforts afin d'obtenir l'assistance du gouvernement fédéral en faveur du chemin de fer du Sud de l'Est, et en faveur d'un système de levées de nature à protéger les terres d'alluvion de la Vallée du Mississippi contre les inondations, et en faveur d'une navigation et un port avec les besoins du commerce et des mesures pour un canal national et en dehors du contrôle du gouvernement d'Etat.

4. Que nous endossons cordialement le mémoire de la chambre de commerce de la Nlle-Orléans au Congrès en faveur d'une ligne de steamers avec le Brésil, engageant nos représentants au Congrès à faire valoir la dite ligne de contrat de la malle ; ; ; la Nlle-Orléans, avec la subvention qui a été demandée afin de faciliter l'ouverture de ce commerce d'une grande importance pour l'Ouest et pour le Sud.

5. Résolu, que la démocratie de la Louisiane demande que le système de banque nationale soit aboli et que les billets des banques nationales soient retirés et qu'à leur place le gouvernement des Etats-Unis émette un montant égal en billets du Trésor communément appelés greenbacks et demande en même temps le rappel sans condition des lois imposant une taxe sur la circulation des banques d'Etat.

6. Résolu que, Nous demandons aussi le rappel immédiat de la condition de l'acte de reprise et nous sommes inébranlablement opposés à la politique ruineuse poursuivie par le parti républicain, par laquelle le volume de la circulation a été réduit de beaucoup au dessous des besoins commerciaux du pays, par laquelle aussi les faillites, le chômage des affaires, la rareté du travail ont en lieu et les gages du pauvre ont été réduits, que c'est l'opinion de cette convention que les bons et obligations du gouvernement national doivent être payés en billets du Trésor des Etats-Unis, exceptégand il en a été disposé autrement dans la loi originale nous laquelle ils ont été émis; nous demandons en outre le rappel de toutes les lois passées subséquemment à la loi originale créant la dette publique, par laquelle les obligations du Trésor ont été rendues plus onéreuses.

7. Résolu que dans le jugement de cette convention la législature de cet Etat devrait dans sa prochaine session ouvrir à l'appel et à la réunion d'une convention le plus tôt possible, pour faire et établir une nouvelle constitution pour l'Etat de la Louisiane.

8. Résolu qu'en favorisant la convocation d'une convention constitutionnelle on ne se propose pas de remplacer les officiers actuellement en fonction dans le gouvernement d'Etat.

Concours littéraire annuel en langue française de l'Athénée louisianais.

Le rapport suivant a été adopté par l'Athénée louisianais dans sa séance du mercredi 24 avril 1878, et constitue le programme du concours auquel sont invités à participer les écrivains de langue française en Louisiane.

Concours de 1878.

Fidèle à sa mission, l'Athénée louisianais a résolu de contribuer, dans la mesure de ses forces, à répandre parmi nos jeunes gens le goût de l'étude, en faisant naître entre eux une louable émulation, en leur ménageant une occasion de se produire, en offrant, enfin, des modèles à leur émulation, les deux sont extraits-fit vouvres; leurs deux cents exemplaires seront offerts aux lauréats.

Ces ouvrages seront mis en vente au profit de l'Athénée.

Les ouvrages seront adressés au Président de l'Athénée louisianais, Rue Royale, No 6, avant le 1er mai 1879.

Les ouvrages seront signés d'une devise et accompagnés d'un pli cacheté portant la même devise et contenant le nom, le prénom, l'âge, la profession et l'adresse de l'auteur.

Les ouvrages ne seront pas signés.

Les ouvrages ne seront pas signés.

Les ouvrages ne seront pas signés